

« Non au 19 mars »

## REVUE DE PRESSE

« La liberté d'information (FOI) ... est inhérente au droit fondamental à la liberté d'expression, tel qu'il est reconnu par la Résolution 59 de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptée en 1946, ainsi que par les Articles 19 et 30 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), qui déclarent que le droit fondamental à la liberté d'expression englobe la liberté de « chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ».

VOICI quelques articles de presse ou de donateurs retenus à votre attention :

### 1/ **Dahou Ould KABLIA défend et justifie l'assassinat de ABANE RAMDANE**



Dahou Ould KABLIA, président de l'association des anciens du Malg (© NewPress)

La liquidation d'Abane RAMDANE était « *le seul remède* », a déclaré Dahou Ould KABLIA, président de l'association des anciens du MALG (ministère de l'armement et des liaisons générales), dans un entretien publié ce dimanche 1er novembre par le quotidien arabophone *Echourouk*....

Extrait [...]

#### **Accords d'Evian**

Ould KABLIA estime que les Algériens n'ont pas respecté des clauses des accords d'EVIAN, notamment au chapitre des nationalisations. « *Les Algériens avaient la possibilité de nationaliser tout, à condition de prévoir des dédommagements pour l'autre partie. En 1963, ils ont tout pris, sans prévoir le moindre dédommagements* », atteste-t-il.

Ould KABLIA confie que les anciens du MALG s'étaient mis au service de l'armée algérienne sous les ordres de BOUSSOUF. Enfin, il a annoncé que le MALG a remis ses archives. Plus de 50 tonnes de documents au ministère de la Défense nationale...]

Cliquez SVP sur ce lien pour lire l'intégralité : <http://www.tsa-algerie.com/20151101/dahou-ould-kablia-defend-et-justifie-l-assassinat-de-abane-ramdane/>

Et sur le même sujet : [http://www.elwatan.com/actualite/les-elucubrations-de-ould-kablia-02-11-2015-306689\\_109.php](http://www.elwatan.com/actualite/les-elucubrations-de-ould-kablia-02-11-2015-306689_109.php)

### 2/ **ABANE assassiné par la « bande à BOUSSOUF »** - Auteur Jacques SIMON -

En fuyant l'Algérie, ABANE RAMDANE se plaçait dans une situation délicate et paradoxale : lui qui, lors du « congrès de la Soummam », avait prôné et fait adopter à l'unanimité la primauté des responsables de l'intérieur sur ceux de l'extérieur ainsi que celle des « politiques » sur les

« militaires », s'il ne devenait pas tout à fait un de ces derniers, le seul fait de son éloignement risquait d'affaiblir son autorité tant sur les combattants que sur la délégation extérieure du FLN. Mais le tempérament d'ABANE ne le portait pas au renoncement.



ABANE

RAMDANE (1920/1957)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Ramdane\\_Abane](https://fr.wikipedia.org/wiki/Ramdane_Abane)

La disparition de BEN M'HIDI devait le consacrer définitivement comme le numéro 1. Mais il fallait d'abord qu'il affrontât deux hommes qui ne l'entendaient pas du tout de cette oreille, qui refusaient de se prosterner devant lui : Abdelhafid BOUSSOUF et Lakhdar BEN TOBBAL, colonels repliés à TUNIS depuis quelque temps.



Lakhdar BEN TOBBAL (1923/2010)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Lakhdar\\_Bentobal](https://fr.wikipedia.org/wiki/Lakhdar_Bentobal)



Abdelhafid BOUSSOUF (1926/ 1980)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Abdelhafid\\_Boussouf](https://fr.wikipedia.org/wiki/Abdelhafid_Boussouf)

Qu'ABANE acceptât d'être leur égal aurait pu leur suffire, ou, à l'extrême limite, qu'il ne leur retirât par leurs prérogatives. Mais ABANE, pour « remettre de l'ordre dans la maison », entendait se mêler de tout.

En définitive, c'est un peu OUAMRANE et beaucoup KRIM qui étaient les arbitres réels de la situation. ABANE devait commettre sa première erreur grave : tenter d'opposer entre eux les deux hommes en déconsidérant le premier aux yeux du second. Pourtant, il n'ignorait pas leur amitié profonde, née dans la lutte en commun, cette fraternité d'armes des combattants, à quoi il convient d'ajouter la solidarité kabyle qui les unissait, et enfin cette fameuse ancienneté dans le FLN ; tous éléments qu'on doit toujours avoir à l'esprit si l'on veut démêler les innombrables *chikayas* et tragédies qui opposèrent entre eux tant de responsables du FLN.

ABANE sembla n'en pas tenir compte en attaquant d'abord OUAMRANE à la suite d'un rapport que ce dernier avait établi et adressé au second CNRA, réuni au mois d'août, au CAIRE. En fait, ce rapport était un réquisitoire en règle contre ABANE. Le thème principal en était la destruction des réseaux algérois que proclamait avec raison la propagande française à la fin de la « bataille d'ALGER ».

ABANE n'aurait eu nul besoin qu'on l'accablât pour cette « défaite ». Il n'était point homme à rejeter une part quelconque de responsabilité sur BEN M'HIDI, qui avait été pourtant aussi ardent que lui à déclencher la « bataille d'ALGER » et pour mener de la façon que l'on sait. Sans qu'on l'y poussât, il aurait sans doute fait son autocritique et proposé une seconde « bataille d'ALGER » menée différemment.

Mais son tempérament et son orgueil ne pouvaient supporter d'être mis de la sorte en position d'accusé. Il se défendit mal. Plutôt que de reconnaître ce qui était patent, quitte à nuancer les accusations, il entreprit de se justifier et de porter contre OUAMRANE des attaques personnelles. De plus il le traita d'incapable, reliant cette incapacité à son état premier de militaire. De là à dire qu'on ne devait confier aucune responsabilité sérieuse à des militaires était un pas qu'ABANE, inconscient, franchit...devant une majorité de militaires ! Ce fut sa deuxième erreur. Bien entendu, tous ceux qu'il attaquait de la sorte ne devaient pas tarder à se liguier contre lui.



Krim BELKACEM (1922/1970)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Krim\\_Belkacem](https://fr.wikipedia.org/wiki/Krim_Belkacem)



Amar OUAMRANE (1919/1992)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Amar\\_Ouamrane](https://fr.wikipedia.org/wiki/Amar_Ouamrane)



Mahmoud CHERIF (1912/1987)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Mahmoud\\_Cherif](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mahmoud_Cherif)

Qu'importait à ABANE, car il croyait toujours pouvoir compter sur l'appui de KRIM. N'était-ce pas ce dernier qui l'avait investi de si grands pouvoirs et qui l'avait constamment soutenu jusque-là ? Troisième et grave erreur. KRIM avait rejoint le clan BOUSSOUF - BEN TOBBAL - OUAMRANE, déjà grossi de BOUMEDIENE, LOFTI et KAÏD Ahmed. Le commandant de la willaya de l'Aurès, Mahmoud CHERIF, tenta une ultime conciliation : ABANE fut intraitable. La réunion officielle du second CNRA se tint le 27 août 1957 au CAIRE et consacra non seulement l'échec personnel d'ABANE, mais aussi la remise en cause de certains principes fondamentaux qu'ABANE avait fait approuver au « congrès de la Soummam » : on renonça à la primauté de l'intérieur sur l'extérieur ; un nouveau Comité de Coordination et d'Exécution (CCE) fut désigné : DAHLAB et BEN KHEDDA furent éliminés. La victoire des militaires était complète.

Mais ce n'est pas tout : le CNRA désignait, à l'intérieur du CCE un comité permanent chargé des « affaires courantes » constitué de OUAMRANE, KRIM, BEN TOBBAL, BOUSSOUF, Mahmoud CHERIF et...ABANE.

Furieux, ABANE continuait à vitupérer : « *Vous mettez sur pied un pouvoir basé sur l'armée. Le maquis est une chose, la politique en est une autre qui ne se fait ni avec les analphabètes ni avec les ignares !* » KRIM, blessé et indigné, refusait d'assister aux réunions où se trouvait ABANE. Celui-ci se répandait dans les milieux FLN de TUNIS en critiques contre le CCE des colonels. Il menaçait ses membres de dénoncer publiquement leurs agissements : « *Vous ne pensez plus au combat, mais au pouvoir. Vous êtes devenus ces révolutionnaires de palace que nous critiquions tant quand nous étions à l'intérieur. Quand on faisait vraiment la révolution. Moi, j'en ai assez. Je vais regagner le maquis où je raconterai ce qui se passe à TUNIS et ailleurs* ». Les colonels étaient stupéfaits car ils croyaient fort possible qu'ABANE fit ce qu'il disait. Ils étaient en outre convaincus que s'il regagnait les maquis, il recouvrerait sans peine sa suprématie sur le FLN tout entier. Et ça, ils ne le voulaient à aucun prix ! Toutes les nouvelles tentatives de conciliations échouèrent et ses déclarations même menaçantes : « *Vous êtes tous d'accord pour m'éliminer, rugit-il. Mais je me tiens sur mes gardes. Foutez le camp, bande de lâches !* »

Puis il entreprit un travail acharné d'explication auprès des militants FLN, civils et militaires. Très vite il constata que son prestige était encore fort grand chez les étudiants et les militants des anciens réseaux algérois qui, comme lui, s'étaient repliés à TUNIS. Il prit aussi des contacts avec les syndicalistes dont les options politiques étaient très proches des siennes. A la frontière algéro-tunisienne, il tint des mini-meetings, s'adressant principalement aux réfugiés, mais aussi aux soldats de l'ALN, en dépit des efforts de l'état-major, qui tentait de s'y opposer. Il était difficile de contrecarrer ABANE ou de le discréditer car son nom était maintenant connu de beaucoup de monde, tant en Algérie, au Maroc et en Tunisie qu'ailleurs dans le monde. Personne n'avait ignoré qu'après l'arraisonnement de l' « avion des cinq », il était devenu le n°1 du FLN.

ABANE s'évertuait donc à « court-circuiter » le nouveau CCE. BOUSSOUF et KRIM proposèrent à OUAMRANE et à BEN TOBBAL de l'incarcérer et de le liquider.

A ce moment du récit, nous devons préciser qu'il existe plusieurs versions relatant la suite des événements. OUAMRANE prétend qu'il aurait voté la mort que s'il y avait eu l'unanimité des membres du CCE. Obligé de se rendre en mission à DAMAS, il s'attendait à être convoqué par KRIM et BOUSSOUF pour décider, au sein du CCE au complet, du sort d'ABANE. En fait, trois responsables seulement devaient se réunir à TUNIS du 17 au 20 décembre : BEN TOBBAL, Mahmoud CHERIF et KRIM (BOUSSOUF étant au Maroc). BEN TOBBAL aurait informé OUAMRANE en ces termes : « *Nous nous sommes réunis trois jours et trois nuits, au cours desquels nous avons évoqué toutes les difficultés que nous cause ABANE, nous avons tout d'abord prévu de l'arrêter et de le mettre dans la cave d'une villa appartenant à Hadj ALI, originaire d'AÏN BEÏDA. Mais comme cette villa était située dans le quartier Mont-Fleury de TUNIS, nous avons pensé qu'ABANE pourrait attirer l'attention des passants et des autorités tunisiennes par ses cris, c'est la raison pour laquelle nous avons décidé, KRIM, MAHMOUD CHERIF et moi, de l'envoyer au Maroc sous la responsabilité de BOUSSOUF, qui n'a jamais fait mystère de ses intentions : la mort pour ABANE !...*

Restait à envoyer ABANE au Maroc. D'après Mohamed LEBJAOUÏ (auteur de *Vérités sur la révolution algérienne*) qui a interrogé sur ce point M<sup>e</sup> Ahmed BOUMENDJEL, un piège fut tendu à ABANE, qui y tomba malgré sa grande méfiance. De faux messages fabriqués par les services de BOUSSOUF à TUNIS firent état de prétendues difficultés que rencontrait le FLN au Maroc (enlèvements de militants par la police marocaine, refus de transit d'armes, etc...). Cette version du piège est corroborée par BEN TOBBAL.

Convaincu qu'il devait faire partie de la délégation qui rencontrerait le roi Mohammed V pour aplanir toutes les difficultés, ABANE, dernière et tragique erreur, accepta de s'embarquer, le 24 décembre, pour TETOUAN en compagnie de KRIM et de Mahmoud CHERIF. Selon ces deux derniers, après avoir fait escale à ROME puis à MADRID, aucun avion ne reliant directement TUNIS à TETOUAN, les trois hommes arrivèrent à destination le 26 décembre en fin d'après-midi. BOUSSOUF, accompagné de quelques uns de ses hommes, attendait à l'aéroport. « *BOUSSOUF, devait raconter KRIM, me prit par le bras et m'entraîna à part un bref instant. A brûle-pourpoint, il me dit : « Il n'y a pas de prison assez sûre pour garder ABANE. J'ai décidé sa liquidation physique ».* Indigné, je refusais et informais Mahmoud CHERIF, qui, bouleversé, eut la même réaction que moi. »

Toujours selon les mêmes témoins, tandis que MAHMOUD CHERIF et ABANE conversaient en attendant les bagages, BOUSSOUF demanda à

KRIM : « *Etes-vous armés ?* ». Et BOUSSOUF, souriant, avait amorcé le geste de le fouiller.

- Ne recommence jamais ça ! dit KRIM. Et maintenant écoute : il a été décidé de l'enfermer et non de le tuer !

- Moi, ici, je n'ai pas de prison. Et puis à ton tour de bien écouter : ici, au Maroc, je fais ce que je veux. ABANE « passera » et bien d'autres « passeront » aussi. N'oublie pas que HITLER et la France se sont toujours entourés d'hommes qui leur étaient entièrement dévoués (\*) !

- Attention, BOUSSOUF ! Ce que tu avances est grave. Il s'agit d'un membre du CCE connu sur le plan national et sur le plan international. BEN TOBBAL est contre l'exécution d'ABANE et nous lui avons signé un papier dans lequel il se déclare étranger à tout ce qui peut arriver.

- BEN TOBBAL ? J'en prends la responsabilité. Je me débrouillerai avec lui et le convaincrai.

ABANE, KRIM, Mahmoud CHERIF et deux hommes de BOUSSOUF prirent place dans une Versailles bleue qui démarra en direction de TANGER. Peu de temps après, la voiture stoppa devant une grande ferme.

« *Allez, descends* », ordonna à ABANE un des deux hommes. Celui-ci avait compris. Descendu de voiture, il fut immédiatement ceinturé et vit une mitraillette braquée contre lui. Il tenta de se débattre mais une prise de judo le paralysa. KRIM lança une nouvelle fois à BOUSSOUF, tandis qu'on amenait ABANE à l'intérieur du bâtiment : « *Le CCE a décidé qu'ABANE serait emprisonné. Tu ne dois pas le faire exécuter !* ».

« Ici, nous sommes pour la peine de mort », répondit BOUSSOUF. BOUMEDIENE est d'accord et BOUTEFLIKA, qui a le contact avec BEN BELLA et ceux de la Santé, dit qu'ils le sont aussi (\*\*)



Ahmed BEN BELLA (1916/2012)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Ahmed\\_Ben\\_Bella](https://fr.wikipedia.org/wiki/Ahmed_Ben_Bella)



Houari BOUMEDIENE, alias BOUKHAROUBA (1932/1978)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Houari\\_Boumediene](https://fr.wikipedia.org/wiki/Houari_Boumediene)

### Qui, vraiment, donna l'ordre ?

Le rapport ultra secret, précité, concluait textuellement ainsi : « *Finally vient BOUSSOUF qui nous dit : « Venez constater, ABANE est mort. » Nous constatons en effet la mort d'ABANE. Ce dernier était allongé et avait été étranglé dans cette position à l'aide d'une corde par deux hommes qui accompagnaient BOUSSOUF à l'aéroport. Ce n'est qu'après l'assassinat d'ABANE que nous nous sommes rendu compte qu'il s'était agi uniquement d'une vengeance personnelle de BOUSSOUF, dont les hommes de main m'ont révélé secrètement qu'il a participé lui aussi à l'étranglement en serrant de ses propres mains le cou « d'ABANE ».*

Cependant, ce même rapport note qu' « *un homme dont le nom sera révélé au moment opportun m'a fait savoir à BEYROUTH qu'ABANE a été exécuté par BOUSSOUF sur ordre de KRIM. »*

La vérité sera-t-elle connue un jour ?

A 38 ans, dans une ferme entre TETOUAN et TANGER, ABANE RAMDANE fut assassiné par ses frères. La révolution algérienne perdait son plus prestigieux dirigeant. Pour l'annoncer, *El-Moudjahid* choisit, bien entendu, le mensonge dans son n°24 du 29 mai 1958 : « *Au cours d'un combat qui dura plusieurs heures, ABANE fut blessé. Tout laissait espérer que ses blessures étaient sans gravité. Entouré de soins vigilants, nous espérons que la constitution robuste d'ABANE finirait par l'emporter. Une grave hémorragie devait lui être fatale... Nous pleurons un frère de combat dont le souvenir saura nous guider !* »



Mis à part la courageuse enquête de Mohamed LEBJAUI, il n'y a pas eu jusqu'à ce jour, du côté algérien, de révélations sur l'affaire ABANE RAMDANE. Une rue d'ALGER porte son nom.

Pour mieux décrire l'esprit de ses assassins, voilà ce qu'écrivit FERHAT ABBAS, dans « *l'autopsie d'une guerre* » : « *les colonels se sont comportés comme les héritiers des BENI HILAL pour qui la légitimité se fonde sur la raison du plus fort* ».

(\*) Ce dialogue est tiré d'un rapport ultra secret envoyé aux membres du CCE et rédigé par l'un d'eux, le 15 août 1958, à TUNIS.

(\*\*) Il est fort douteux que « ceux de la Santé » aient cautionné BOUSSOUF. Cependant nous devons faire état d'une lettre que, selon lui, BOUSSOUF aurait reçue de BEN BELLA dans laquelle il était dit : « Je suis très content et te félicite pour le travail d'assainissement que tu viens de faire. »



### 3/ La folle histoire de la baguette en Algérie

Le pain, aliment sacré des Algériens, se fait de plus en plus rare, et pour cause, les boulangers, vendant à perte, mettent la clé sous la porte.

Durant le mois de Ramadan, davantage que d'ordinaire, le prix des denrées alimentaires explose. Le tarif de la viande rouge triple, celui de la volaille double, les féculents, les fruits et légumes augmentent et même le pain, l'aliment « sacré » de tout Algérien.

On trouve du pain sur toutes les tables, à toutes les sauces et dans toutes les recettes possibles. Qui n'a jamais goûté un sandwich frites/omelette à Alger ?

Pourtant, aujourd'hui, nous ne sommes pas en période de Ramadan. Aujourd'hui, plus qu'hier et avant-hier, la baguette de pain devient rare, difficile à trouver. Les boulangeries, tour à tour, mettent la clé sous la porte, tant et si bien que dans la capitale, on ne trouve pas assez de boulangeries pour nourrir toute la population.

#### Pourquoi autant de fermetures ?

En Algérie, peut-être plus qu'ailleurs, l'Etat interventionniste, fixe le prix du pain, aujourd'hui à, peu ou prou, 7,5 dinars algériens. Un prix fixé qui, paradoxalement, ne tient pas compte du coût de revient du pain à 13 dinars. Presque le double. Comment un boulanger espère-t-il obtenir une marge minimum lui permettant de survivre, devant une telle absurdité ?

Première victime, le client fait la queue pendant de longues minutes pour trouver sa baguette, ou prévoit l'achat à l'avance, d'une dizaine de baguettes, ce qui accélère bien évidemment la pénurie....



Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://chroniques-algeriennes.blogs.liberation.fr/2015/11/02/le-luxe-de-pouvoir-manger-du-pain/>

**NDLR** : Le journaliste de *libération* ne précise pas que cette baguette, « sacrée », est un héritage (pour ne pas employer le mot bienfait) lié à notre présence...

### 4/ Le Mémorial de RIVESALTES accusé de « falsifier l'histoire » des harkis (VIDEO)

Ce lundi, l'Onac (Office national des anciens combattants) organisait une visite guidée du Mémorial de RIVESALTES à la demande des harkis du Languedoc-Roussillon et de leurs familles.

Près de 150 personnes ont participé à la journée. Mais certains n'ont que peu goûté le contenu de l'exposition permanente concernant le sort réservé aux Algériens ayant choisi de rallier l'armée française lors de la guerre d'indépendance. « Je m'attendais à trouver quelque chose d'honnête dans ce musée, s'énerve le président de l'Association des rapatriés anciens combattants d'Afrique du Nord (Aracan), Kamel Ben Moussa. Déjà, ils appellent ce lieu, où nos familles ont vécu, un "camp de transit", alors que c'était un camp de concentration. Ils disent aussi qu'on était des "réfugiés", alors qu'on était français. L'histoire est falsifiée. On demande la vérité. On veut que l'État sorte les archives et reconnaisse l'abandon des harkis. »



Kamel Ben MOUSSA, de l'Aracan, et Amar MENIKER, de Génération harkis, ce lundi à Rivesaltes PHOTO/MICHEL CLEMENTZ

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : [http://www.lindependant.fr/2015/11/02/le-memorial-de-rivesaltes-accuse-de-falsifier-l-histoire-des-harkis-video\\_2107727.php#EPR-2-\[Newsletter\]-20151104-\[les + envoyes\]](http://www.lindependant.fr/2015/11/02/le-memorial-de-rivesaltes-accuse-de-falsifier-l-histoire-des-harkis-video_2107727.php#EPR-2-[Newsletter]-20151104-[les + envoyes])

**NDLR** : Récemment l'exode des pieds-noirs a été cité, eu égard à l'importante vague récente de nouveaux migrants, pour rappeler que notre pays avait pu absorber un million de personnes en 1962. A vouloir être trop comparatif on exacerbe une catégorie de Français en les assimilant à des étrangers réclamant le droit d'asile ; alors qu'eux revenaient dans leur pays, dans leur patrie, et surtout issus de départements français créés en 1848.

Et voilà que cela recommence avec nos compatriotes Français Harkis et leurs enfants dont nous connaissons tous, sauf le naïf P. DAUM, les horreurs qu'ils eurent à subir...



Mémorial de RIVESALTES

N'oublions pas, non plus, les responsabilités des Gouvernements français dans l'abandon des Harkis, le massacre de ceux restés en Algérie et les conditions d'accueil des familles transférées dans des camps en France. Aussi nous comprenons parfaitement leur légitime courroux devant cette nouvelle « erreur » que la commission « histoire et mémoire » du mémorial aurait dû facilement anticiper...

Existe-t-il un problème récurrent avec l'Histoire d'Algérie en France, pour que certains persistent encore d'énoncer des contre-vérités sur ce douloureux épisode mémoriel dont beaucoup d'acteurs, encore en vie, souffrent en silence de ces offenses répétitives? S'il ne s'agit pas d'une maladresse, c'est dans quel but alors ?

## 5/ L'antiracisme peut-il être de banlieue?

Octobre répond à octobre, janvier est l'écho de juin et la réplique d'avril. Au 17 succède un autre 17. Entre ces mois, entre ces dates, des années ont passé, parfois des décennies. Mais, pour les organisateurs, en l'occurrence des organisatrices, de la « Marche de la dignité », samedi à Paris, un même fil conducteur : les « violences policières », le « racisme d'Etat ». « Un mort tous les mois [en France] entre les mains de la police », affirme au micro, sûre de son fait, la fondatrice du collectif « Urgence notre police assassine », Amal BENTOUNSI. Elle est la sœur d'Amine

BENTOUNSI, tué d'une balle dans le dos par un membre des forces de l'ordre, le 21 avril 2012 à Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis. La victime était un délinquant multirécidiviste, abattu alors qu'il était recherché pour n'avoir pas regagné sa cellule au terme d'une permission de sortie. Fin 2014, le tribunal de Bobigny renvoyait l'auteur du coup de feu mortel devant les assises, pour « violence volontaire ayant entraîné la mort sans intention de la donner », un grade en dessous du chef de mise en examen, « homicide volontaire »....

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : [http://www.causeur.fr/marche-dignite-racisme-35205.html?utm\\_source=Envoi+Newsletter&utm\\_campaign=f43383b90f-Newsletter\\_28\\_09\\_15&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_e89bc7d32d-f43383b90f-51408873](http://www.causeur.fr/marche-dignite-racisme-35205.html?utm_source=Envoi+Newsletter&utm_campaign=f43383b90f-Newsletter_28_09_15&utm_medium=email&utm_term=0_e89bc7d32d-f43383b90f-51408873)



**NDLR** : Comment ne pas être surpris en découvrant, parmi des portraits brandis, trois photos de personnages issues de la guerre d'Algérie (1954/1962) ; et cela au cours d'une manifestation destinée à attirer l'attention sur des violences présumées de la police parisienne en 2015. En effet, la photo de gauche, tout comme celle du milieu (au fond), représente le leader du FLN algérien, **Larbi BEN MHIDI**, arrêté pendant la bataille d'ALGER et mis à mort par AUSARESSSES en 1957 dans un contexte de guerre révolutionnaire totalement différent à celui du thème des manifestants de nos jours ; la photo de droite (au 1<sup>er</sup> rang) est aussi celle d'un autre ancien fellagha.



Source : <http://tenes.info/galerie/AFLN> (où figurent d'autres photos ...)

Leurs victimes, et surtout leurs familles, ne manqueront pas de s'étonner de l'auréole affichée à leurs bourreaux, ainsi mis en exergue, dont le seul aspect victimaire est toujours ressassé ; alors qu'elles même sont totalement ignorées. Cette confusion, entretenue par une minorité, est même scandaleuse de nos jours où toutes les victimes innocentes devraient être honorées et la dignité partagée.

A les écouter cette guerre, finie en 1962 avec l'indépendance accordée, n'a qu'un seul bourreau : la France. Beaucoup de nos jeunes formatés en sont même convaincus ; il est vrai que nos hautes autorités se complaisent aux regrets permanents sans doute plus attentives aux retombées électorales.

Ce procédé d'amalgame n'a qu'un but : réunir toutes les rancœurs pour fédérer un communautarisme ; mais à quelles fins ?

Il est étonnant que ceux-la même qui défilent dans nos rues avec des portraits de terroristes d'hier pour protester ou affirmer leur dignité, sans respecter celle des autres, se soient abstenus pendant les hommages rendus suite aux massacres des journalistes de *Charly Hebdo*, en janvier 2015. Cette violence serait-elle légitimée comme celle de la guerre d'Algérie ? Si oui il faudrait également retenir toutes les autres.





Cliquez SVP sur ce lien : <http://www.herault-tribune.com/articles/31330/beziers-ceremonie-emouvante-sur-la-stele-des-fusilles/>

## 7/ **DENOMINATION**

### **-D' un rond point à FONSEGRIVES (31)**

J'ai le plaisir de vous informer que sur une proposition faite à Monsieur le Maire, pendant la campagne des Municipales de bien vouloir baptiser le premier rond point en entrant dans FONSEGRIVES :

« *ROND POINT DES ANCIENS COMBATTANTS D AFRIQUE DU NORD* »

Le conseil municipal à voté à L'UNANIMITÉ cette proposition formulée par notre compatriote **Marcel LIZON**.

### **-Mairie de TOULOUSE**

Le Conseil municipal de TOULOUSE, lors de sa séance du 16 octobre dernier, a pris la décision de dénommer « *Esplanade des Français d'Afrique du Nord* » une partie des allées Jules GUESDES, en plein cœur du centre de TOULOUSE.

Au cours de cette séance, si 55 élus, les 53 élus de la majorité municipale et les 2 élus du PRG, parmi les 69 que compte la Ville de TOULOUSE, il faut néanmoins noter que :

- Le Groupe Socialiste (8 élus) s'est abstenu,
- Le Groupe TOULOUSE Vert Demain (3 élus) à voter contre,
- Le Groupe des Elus Communistes Républicains et Citoyens (3 élus) a voté contre.

**NDLR** : MERCI à la ville de TOULOUSE pour cette bonne nouvelle en regrettant néanmoins que l'ex pont BAYARD de cette localité soit toujours nommé « *Pont du 19 mars 1962* » !

**BONNE JOURNEE A TOUS**

**Jean-Claude ROSSO**